SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL CONSULTATIF DU MSP

La présidentielle en point de mire

Le MSP aura à faire, ce week-end, à l'occasion de la tenue d'une session extraordinaire de son conseil consultatif national, une première évaluation de sa démarche initiée au lendemain de son congrès qui avait, pour rappel, consacré son divorce avec le système qu'il a côtoyé des années durant.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Une démarche qui s'inscrit en droite ligne du tant attendu rendez-vous électoral que constitue la présidentielle d'avril prochain.

Avec comme axe principal, un candidat unique de l'opposition à même de porter au mieux une charte de réformes politiques autre que celle, totalement dévoyée, selon le mouvement, initiée par le président de la République dans le sillage de son discours à la nation du 15 avril 2011. Ce qui suppose un énorme sacrifice pour le mouvement qui se passerait volontiers alors de son propre candidat qui ne pourrait être que son tout nouveau président.

C'est ce que soutient le chargé de la communication au sein du MSP pour qui l'intérêt national passe avant toute considération partisane.

Zineddine Tebbal affirme, en effet, que cette option est la plus défendue par le mouvement parmi tant d'autres dont le boycott de la prochaine présidentielle ou encore le candidat du mouvement.

Ce qui a été, d'ailleurs, poursuit-il, au centre de la très large concertation engagée avec la classe politique mais aussi des institutions du pays dont le Parlement avec ses deux niveaux et le gouvernement. Des contacts dont il s'agira, à l'occasion de cette session extraordinaire du conseil consultatif national ce samedi, de faire une première évaluation avant la poursuite de la concertation en vue d'approfondir le débat avec le reste des partenaires. Mais une chose est certaine, il n'est pas question pour le MSP de servir de comité de soutien à un quelconque candidat du consensus que le système ne manquera pas de balancer sur la scène comme ce fut toujours le cas.

Photo : NewPress

Le parti de Mokri ne soutiendra aucun candidat du consensus.

«Pour nous, il n'est pas question de faire marche arrière et de renoncer au divorce désormais consommé d'avec le système», soutient encore Tebbal qui a démentit ainsi la volonté prêtée à des membres de la direction du mouvement de tout faire pour écarter toute candidature de Abderrezzak Mokri et amener le mouvement à soutenir le candidat du système. «Rien de vrai de tout cela pas même la non-candidature du président du mouvement que ce dernier a annoncée dans une vidéo qui circule sur la toile», poursuit-t-il, précisant que cette question de candidature est du seul ressort du conseil consultatif du parti. Et de ressasser la position du MSP quant à un candidat commun à l'opposition, indépendamment de son camp idéologique car il s'agira pour lui de défendre une charte de réformes politiques. A noter que cette session extraordinaire du conseil consultatif du MSP sera précédée, la veille, soit demain vendredi, par la poursuite et la clôture de la précédente session ordinaire, la troisième du genre qui sera consacrée à l'adoption du plan d'action du bureau exécutif et du règlement intérieur de l'instance consultative du mouvement.

M. K.

LES QUOTIDIENS *MON JOURNAL* ET *DJARIDATI* SUSPENDUS

Hichem Aboud saisit le Comité des droits de l'Homme

Les quotidiens* Mon Journal *et* Djaridati *sont, depuis hier, suspendus. Leur directeur de publication, Hichem Aboud, a saisi le Comité des droits de l'Homme de l'ONU pour dénoncer le harcèlement dont il fait l'objet.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Depuis hier, *Mon Journal* et *Djaridati* ne sont plus sur les étals. Si aucune décision n'a été notifiée aux responsables des deux journaux, au niveau de l'imprimerie, on invoque des «décisions venues d'en haut» en dépit d'un échéancier déjà négocié entre les deux parties au sujet de 4 milliards de centimes de dettes. Une décision qui s'ajoute à celle de l'interdiction de sortie du territoire et aux poursuites judiciaires dont fait l'objet Hichem Aboud. Son avocat, maître Khaled Berghel, expliquait, hier, lors d'un point de presse, que le harcèlement dont faisait l'objet son client était disproportionné par rapport aux faits qui lui sont reprochés.

C'est d'ailleurs ce qui a poussé Aboud à saisir le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU où il a d'ailleurs la qualité d'observateur. Une décision, explique l'avocat, prise à contre-cœur par son client qui, face au «silence ahurissant» des pouvoirs publics, n'a eu d'autre alternative que celle d'alerter l'organe de l'ONU. Maître Berghel estime que l'Algérie aurait pu faire l'économie d'une telle démarche puisque le Comité des droits de l'Homme va certainement saisir le ministère des Affaires étrangères pour des éclaircissements. L'affaire, dit-il, aurait pu se régler dans le cadre strict de la loi sur l'information et ne pas déborder sur des pressions en tous genres.

Maître Berghel reste toutefois confiant. Il est persuadé que l'affaire débouchera sur un non-lieu puisque, dit-il, elle ne repose sur aucun fondement juridique.

N. I.

EXPLOSION D'UNE BOMBE À KADIRIA

Deux gardes communaux blessés

Hier, aux environs de 9 heures du matin, deux gardes communaux ont été grièvement blessés dans un attentat à la bombe commis près d'un cimetière, à la sortie nord de la ville de Kadiria, à 30 kilomètres au nord-ouest de Bouira, apprend-on de sources sûres.

D'après ces sources, l'engin enfoui sous terre aurait été actionné à distance quelques minutes après la sortie, depuis le détachement de la garde communale, de deux jeunes gardes communaux qui étaient en tenue civile.

Les éclats de cette forte explosion, entendue à des kilomètres à la ronde, ont touché un des deux gardes communaux à la tête, le blessant grièvement, alors que son camarade s'en est sorti avec des blessures moins graves. Les deux blessés ont été transportés par les éléments de la Protection civile à l'hôpital de Lakhdaria, où ils sont pris en charge. Pour rappel, depuis plusieurs semaines, des attentats à la bombe actionnée à distance se sont multipliés dans cette région comprise entre Kadiria et Lakhdaria. Les services de sécurité, tous corps confondus, sont souvent visés par ces attentats dont le dernier en date a été perpétré il y a de cela 10 jours, dans la région de Beggas, dans cette région montagneuse et difficile d'accès, proche de la forêt Rabta, fief de la phalange Al Farouk, affiliée à Al Qaïda et toujours active, causant des dégâts matériels à un véhicule d'une patrouille de la gendarmerie.

H. M.

HAFID AOURAG À LA CHAÎNE III :

«Les opérateurs doivent exprimer leurs besoins en formation»

Hafid Aourag directeur de la recherche scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur, a appelé hier les acteurs du secteur socio-économique à se manifester davantage et à exprimer leurs besoins en formation.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Hafid Aourag qui s'exprimait hier sur les ondes de la radio Chaîne III a ainsi expliqué qu'il s'agissait d'un véritable défi que de devenir compétitif au niveau national et international concernant la relation universités-entreprises. «Nous avons initié une réflexion au ministère en vue d'être en adéquation pour ce qui est de la formation et de l'emploi.

L'université assure sa mission académique mais il faut que le secteur socio-économique fasse son travail. Il faut cerner les besoins du secteur économique, il est nécessaire que ce secteur se manifeste», a déclaré Hafid Aourag.

Assurant qu'il est nécessaire de produire des cadres qui «sont capables de faire du développement technologique et de développer les formations en sciences appliquées.»

«Nous sommes arrivés à mettre un socle commun pour toutes les universités pour avoir une visibilité nationale et internationale, pour 40 millions d'habitants et nous avons besoin de la norme universelle, c'est à dire 40 000 ingénieurs. Nous pensons à produire des ingénieurs à travers le système LMD qui pourront aller travailler directement dans le secteur économique», souligne l'invité de la radio, l'université s'adaptera par rapport à un besoin exprimé par le secteur économique.

«Ceux qui disent que l'université algérienne est sinistrée n'ont qu'à apporter des preuves» a déclaré M. Aourag, répondant à la question de l'animatrice de l'émission, l'Invité de la rédaction. Il a noté par ailleurs que l'Algérie est le seul pays au monde «à avoir investi autant dans le secteur de l'enseignement supérieur.» L'invité de la rédaction évoquera aussi 15 projets en incubation pour la création d'entreprises en technologies avancées et initiés par les jeunes. Il assurera concernant cette dernière que «les moyens existent et que la dotation financière est flexible». Il évoquera à ce propos que 20 milliards de dinars sont destinés aux programmes de recherche. S'agissant des chercheurs algériens installés à l'étranger, l'invité de la radio dira que sont encouragés, ceux qui reviennent avec des projets. «Une centaine d'entre eux ont déjà été placés», a-t-il précisé, notant le retard accusé en infrastructures de recherche et en ressources humaines.

F.-Z. B.